« Les consignes sont des choix politiques »

Politis a recueilli le témoignage d'un CRS en première ligne lors des manifestations de ces dernières semaines. **VERBATIM**

Pauline Graulle

L'homme dont nous publions ici le témoignage est un CRS se définissant comme « ni de gauche ni de droite, juste républicain ». Très sollicité lors des manifestations contre la loi El Khomri et Nuit debout, ce policier dénonce l'envers du décor : un gouvernement qui laisse sciemment la situation se dégrader pour faire oublier les échecs de sa politique.

« **Les manifestations,** c'est comme un œuf que vous cassez dans un plat : vous avez le blanc et le jaune. Le jaune, c'est les casseurs ; le blanc, les manifestants. Contrairement aux casseurs du CPE, par exemple, qui étaient des jeunes de banlieue qui avaient envie de piquer des portables ou de piller des vitrines et se fondaient dans la foule, aujourd'hui, les casseurs sont parfaitement identifiés. Ce sont des commandos de plusieurs centaines de personnes, souvent des anarchistes ou des extrémistes de gauche, violents, qui arrivent encagoulés et armés de barres de fer, de cocktails Molotov ou même de gazeuses, et qui viennent pour casser : les flics, les banques, les voitures… La préfecture de police de Paris voit très bien la différence entre le blanc et le jaune, mais elle les a laissés se mélanger volontairement. Et pas seulement une fois, par erreur, mais à chaque fois.

Des locaux de la Société générale sont saccagés devant nous et on ferme sciemment les yeux.

Deux exemples. Le 9 avril, nous étions une compagnie de CRS à l'angle du boulevard Magenta et de la place de la République. La salle de commandement nous informe que 300 casseurs arrivent vers nous. Nous sommes persuadés que les ordres seront de les bloquer avant leur arrivée place de la République et le rassemblement Nuit debout. Mais aucun ordre ne vient. Rien. Enfin si : on nous a déplacés de l'autre côté de la place, et les casseurs ont tranquillement rejoint la manifestation. Cette nuit-là, en revanche, quand les mêmes se sont dirigés vers le XI[e] arrondissement pour aller mettre le bazar sous les fenêtres de M. Valls, cassant au passage le commissariat du XI[e] et blessant des collègues, les moyens ont été employés et les ordres donnés pour disperser les manifestants. Et il n'y a pas eu un carreau cassé rue Keller.

Un autre jour, rue du Temple : des locaux de la Société générale sont saccagés sous nos yeux. On est à 80 mètres. On remonte l'info à la salle de commandement, qui est censée nous donner les consignes. Silence radio. On recommence en se disant qu'ils n'ont pas entendu. Toujours rien. L'agence a été saccagée et on a sciemment fermé les yeux. La question est : pourquoi la préfecture ne fait rien ? Pourquoi ce laxisme ? Qui donne les ordres ? Monsieur Cadot, le préfet de police de Paris, est un énarque de la promotion Voltaire qui a fait deux passages éclair place Beauvau. Sa compétence, ce n'est pas d'être un bon chef policier mais d'être à la botte de François Hollande. Alors, quel est l'intérêt du gouvernement ? Qu'importe si des centaines de policiers sont blessés. Ce qui compte, pour ces politiques, c'est que le soir des manifestations, à la télévision, on ne parle pas des revendications mais des dégâts causés par les casseurs. C'est un calcul cynique, immonde. C'est ce qui fait qu'aujourd'hui, moi, policier, je hais plus le préfet de police que les casseurs. J'ai plus d'animosité envers une hiérarchie qui, malgré un affichage de fermeté, ne nous donne pas les ordres nécessaires pour bien faire notre travail qu'envers le casseur qui, lui, ne ment pas sur ce qu'il est. Les consignes données sur le terrain, ce sont des choix politiques, pas policiers. Elles servent les intérêts des politiques, pas des citoyens.

Quand on parle de *"violences policières"*, là encore, les causes sont à chercher plus haut. Il y a des facteurs qui peuvent déclencher une force mal employée : des journées de 15 heures répétées sans repos, la baisse drastique des effectifs (merci M. Sarkozy !) et la non-utilisation d'un matériel pourtant utile (ni les camions lanceurs d'eau ni les barre-ponts [1] n'ont été utilisés) font que les collègues sont épuisés, sur les nerfs. Surtout depuis l'état d'urgence, qui a accentué la fatigue physique due aux tâches connexes à effectuer, comme faire des gardes statiques devant les lieux sensibles. Ajouté à ce flux tendu éreintant, il y a ces ordres flous, ces *"consignes molles"* pour reprendre les mots d'un syndicaliste d'Alliance. On a rarement été autant exposés physiquement et on est lâchés par notre hiérarchie. Par ce préfet qui nous met délibérément dans une situation dangereuse et ce pouvoir politique qui nous instrumentalise. »

(1) Remorques grillagées permettant d'isoler des zones en toute sécurité.